

Nouveau “no” des députés qui veulent éviter un “no deal”

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Le 29 mars ne restera définitivement pas une date dans l'histoire du Brexit. Le jour où le Royaume-Uni devait officiellement quitter l'Union européenne, les députés ont pour la troisième fois rejeté l'accord de Brexit négocié avec les Vingt-sept. Certes, en plaçant les députés au pied du mur et en leur rappelant qu'ils avaient là *“la dernière possibilité de garantir le Brexit”*, la Première ministre Theresa May est parvenue à réduire sa défaite au fil des votes: 230 voix le 15 janvier, 149 voix le 12 mars et 58 voix ce 29 mars.

Son accord a pourtant fait confluencer bien trop de mécontentements. Les Brexiteurs comme Mark Francois estiment que *“ce ne serait pas vraiment quitter l'UE, nous resterions à moitié dedans à moitié dehors”*. Les unionistes nord-irlandais y voient un danger pour l'union du royaume. Enfin, les travaillistes ne peuvent pas faire confiance à un Parti conservateur qui placera bientôt à sa tête un dirigeant encore plus déterminé à s'écarter de l'UE que l'actuelle responsable conservatrice, qui a annoncé cette semaine sa démission dès le Brexit effectif.

Rendez-vous lundi pour un nouveau vote

Ce vote tend encore un peu plus la situation – si cela paraît possible. Comme l'a rappelé Theresa May, *“la position juridique par défaut est maintenant que le Royaume-Uni est censé quitter l'UE le 12 avril, dans seulement 14 jours. Cela ne nous donne pas assez de temps pour nous entendre sur la voie à suivre et pourtant cette Chambre a été claire qu'elle*

Theresa May a sous-entendu après sa défaite qu'elle tiendra compte des résultats des votes indicatifs de lundi.

n'autoriserait pas une sortie de l'UE sans un accord”. Elle estime donc officiellement que son gouvernement devra réclamer aux Vingt-sept un nouveau recul de la date du Brexit et l'organisation d'élections européennes.

À moins qu'une solution soit trouvée ce lundi. Comme mercredi dernier, les députés seront en effet appelés à voter pour des options alternatives de Brexit. Lors de la première session, les Communes avaient rejeté toutes les propositions mais celle du maintien d'une union douanière n'avait été repoussée que de huit votes. De quoi entrevoir une conclusion positive. Surtout que le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier a fait savoir vendredi que *“nous serions prêts à travailler sur une union douanière permanente si le Royaume-Uni devait choisir ce chemin”*.

Le Labour, qui soutient officiellement cette option depuis près d'un an et demi, mettra tout son poids dans la balance. Son dirigeant Jeremy Corbyn a exprimé son espoir que *“les partis entreront lundi dans cette Chambre avec l'objectif de trouver un compromis acceptable. Nous avons besoin d'un meilleur accord”*. De fait, dès la veille du vote, des rumeurs faisaient état de négociations poussées entre les différents clans favorables à un Brexit doux. Tous veulent s'assurer que l'option du maintien dans une union douanière ou dans le marché unique obtienne la majorité pour débloquer la situation.

Sommet européen le 10 avril

Theresa May a sous-entendu après sa défaite qu'elle tiendra compte des résultats des votes indicatifs de lundi. Probablement pour les embrasser. Même si la Première ministre a déjà démontré son obstination, elle ne semble avoir guère d'autre option. Elle pourrait proposer l'organisation d'élections anticipées pour demander aux électeurs de choisir entre les options de Brexit mais cela l'obligerait à réclamer un nouveau recul de la date du Brexit et à organiser des élections européennes...

Cet interminable jeu politique ne rassure personne du côté de l'UE. Comme l'a rappelé la Commission européenne par communiqué, *“le scénario d'un “no deal” est maintenant un scénario probable”*. Avant de prévenir les élus britanniques: *“Les avantages de l'accord de retrait, notamment la période de transition, ne seront en aucune circonstance répliqués dans un scénario de “no deal”*. Les mini accords sectoriels ne sont pas une option”. Le président du conseil européen Donald Tusk a d'ores et déjà demandé l'organisation d'un sommet européen extraordinaire le 10 avril. L'Europe se prépare au pire.